

L'Europe alloue des millions à la lutte contre la cybercensure

La **stratégie numérique européenne** n'a pas uniquement un caractère technologique, elle s'intéresse également au respect des droits fondamentaux et à la coopération avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les entreprises.

Ainsi, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (EIDHR) a lancé début juin un [appel à propositions](#) couvrant **la lutte contre la cybercensure**, la protection de la confidentialité des activistes ainsi que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Au total, **trois millions d'euros** seront consacrés aux projets sélectionnés par l'EIDHR et les autorités européennes. Toute personne qui souhaite promouvoir et défendre la démocratie et les droits humains par ce biais peut répondre à cet appel avant le 20 juin 2012.

Ne pas déconnecter

Parallèlement à cette initiative, l'exécutif européen soutient des projets de recherche et d'expérimentation à grande échelle, tels que ceux liés aux **réseaux communautaires décentralisés** dans le cadre de sa stratégie [« No Disconnect »](#). Les financements seront obtenus sur appel d'offres ouvert.

La Commission européenne propose également des lignes directrices par secteur, Internet et IT inclus, basées sur les travaux des Nations Unies (ONU) relatifs à la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'Homme. Un [document préliminaire](#) est disponible en ligne. Les sociétés peuvent le commenter avant la fin juin.

Enfin, **Neelie Kroes**, vice-présidente de la Commission européenne, entend mieux appréhender « *l'État de l'Internet* » dans les pays aux régimes répressifs, afin d'adapter la réaction de l'UE. « *Ce qui importe vraiment, a conclu Mme Kroes, c'est la démocratie, l'ouverture des marchés, la responsabilisation et la primauté du droit.* »